



attac

# Le Courriel d'information

n°236 – Mardi 15 mai 2001.

## A L'EST DU NOUVEAU

### Dans ce numéro

- 1- Genoa – Les femmes d'abord
- 2- Genoa – Une réunion européenne
- 3- Brèves de Russie
- 4- Nouvelles de Hongrie
- 5- Etonnants Paradis - Bataille fiscale contre les paradis exotiques
- 6- Urgence Afrique – Appel à solidarité
- 7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

### En bref...

1- Genoa – Les femmes d'abord. Les femmes ouvrent le bal des mobilisations à Gênes qui auront lieu fin juillet, par une réunion et des manifestations au mois de Juin. Il s'agit là d'une étape importante dans la construction à la fois des résistances mais aussi des propositions.

2- Genoa – Une réunion européenne. Une réunion vient de se tenir à Gênes pour préparer les manifestations et le contre-sommet, le Genoa Social Forum dont nous publions l'appel.

3- Brèves de Russie. Interview d'une dirigeante syndicale russe qui nous parle de son environnement et de sa situation. Elle explique en particulier l'importance d'avoir créé une « section femmes » à l'intérieur de l'entreprise et de son organisation syndicale.

4- Nouvelles de Hongrie. Compte rendu d'un voyage en Hongrie d'une représentante d'ATTAC. Le pays subit de plein fouet à la fois la chape « nationaliste » et « libérale ». Une situation qui ne permet pas aux gauches de se développer pleinement. Quelques espoirs sont cependant permis.

5- Etonnants Paradis – Bataille fiscale contre les paradis exotiques. A la lumière d'un nouveau scandale autour d'une affaire de blanchiment d'argent, les paradis fiscaux sont sur la sellette. A force de faire tout ce qui leur est possible pour paraître innocent dans un « pas responsable » général, ce sont bien eux qui sont les plaques tournantes d'un système financier pervers. Les gouvernements en particulier européens accusent le lointain, les Caraïbes par exemple, en oubliant à escient ceux qui se trouvent à leur porte.

6- Urgence Afrique – Appel à solidarité. Planet Africa cumule deux problèmes : elle s'occupe d'un continent oublié mais de plus s'occupe d'une deuxième catégorie d'exclus, les malades, et plus encore parmi les malades, ceux atteints du virus HIV. Inutile donc de préciser que l'association rencontre de graves difficultés financières. Si vous souhaitez l'aider à continuer d'exister, vos dons sont les bienvenus.

### Genoa – Les femmes d'abord

Pour contester les travaux du G8, Gênes sera transformée les 15 et 16 juin en capitale mondiale du mouvement des droits civiques et politiques des femmes

Le prochain sommet du G8 aura lieu à Gênes en juillet 2001 et sera consacré au problème de la Dette. Les pays du G8 prétendent gouverner et de fait, gouvernent la planète sans aucun mandat : s'il existe des traités internationaux qui sanctionnent, bon gré ou mal gré, l'existence

des Nations Unies, de la FAO, les pays du G8 ne répondent qu'à eux mêmes et s'auto-légitiment. Ils imposent des politiques néo-libérales qui aggravent l'insécurité économique et les inégalités sociales, entre pays du Nord et du Sud d'une part et à l'intérieur de chaque pays d'autre part.

Les femmes sont les premières victimes de ces politiques :

- La réduction des dépenses de l'Etat a entraîné des licenciements massifs dans le secteur public



attac

- santé et éducation surtout - où les femmes sont majoritaires. Les réductions des dépenses publiques ont touché particulièrement les personnes les plus dépendantes des services sociaux : les pauvres (qui à 70% sont des femmes), et les foyers monoparentaux (80 à 90 % des foyers pauvres ont une femme pour chef de famille). La malnutrition s'est aggravée, surtout chez les femmes et les enfants : le nombre des personnes ne mangeant pas à leur faim a atteint 840 millions, comprenant essentiellement les enfants de moins de 5 ans (notamment les fillettes) et les femmes en âge de procréer, enceintes ou allaitant (80% des femmes enceintes en Asie sont anémiques). D'une manière générale, les femmes, responsables des soins et de la subsistance de leur famille, ont dû déployer toutes leurs ressources pour faire face à la hausse des prix et à la pénurie de produits alimentaires essentiels.

- La privatisation des secteurs de l'éducation et la santé a fait reposer sur les femmes les tâches, les soins et les systèmes de soutien précédemment assumés par l'Etat pour la collectivité. La mondialisation a amplifié leur travail non rémunéré, dans un contexte où elles étaient déjà surchargées. Ce type de travail, invisible et non reconnu, a toujours existé. Mais maintenant ce sont les institutions internationales comme la Banque Mondiale qui, à travers leurs projets, l'organisent et l'accroissent au profit du libéralisme.

- La précarisation des emplois s'est développée, touchant en grande majorité les femmes, et de nouveaux types d'emplois à très bas salaires se sont multipliés, concernant là encore essentiellement les femmes.

- Le phénomène de migrations s'est considérablement accentué, conséquence des compressions de salaires et du chômage. Cette tendance concerne de plus en plus de femmes qui représentent maintenant la majorité des migrants en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. A la fin 1996, entre 1 et 1,5 millions de femmes asiatiques avaient quitté leur pays pour des emplois domestiques au Moyen Orient, en dépit des mauvais traitements souvent réservés à ce type d'emploi. La prostitution, causée par la misère, est partout en augmentation, en particulier dans les pays l'Europe de l'Est. Un véritable trafic s'est organisé à l'échelle internationale, bien souvent avec la complicité passive des gouvernements qui voient d'un bon œil l'arrivée des devises.

- La dérégulation du marché du travail a entraîné la surexploitation de la main d'œuvre féminine. Dans les zones franches (environ 850 dans le monde), les législations sur le travail sont suspendues ou inexistantes. Le travail s'apparente à du semi-esclavage, très pénible et souvent très dangereux. Selon les pays, entre 70 et 90% des employés des zones franches sont des femmes. Ces zones se multiplient et sont créées dans le but avoué d'employer les jeunes femmes qui sont " plus dociles et plus résistantes" et qui acceptent surtout des salaires très bas. Fréquemment ces femmes sont victimes de violences physiques, harcèlement sexuel, voire de viols, qui ne sont jamais condamnés par les Etats concernés.

- La préférence est donnée aux garçons pour la scolarisation, lorsque les familles n'ont plus les moyens pour l'éducation des enfants : entre 1985 et 1997, les taux d'inscription des filles à l'école ont chuté dans 34 pays, et 2/3 des enfants non scolarisés sont des filles. Des liens ont été mis en évidence par l'Unifem (Fond de développement des Nations Unies pour la femme) entre l'endettement accru des pays et la baisse de l'inscription des filles dans les écoles secondaires.

Dès 1992, le Conseil Economique et Social des Nations Unies reconnaissait que les Plans d'Ajustements Structurels violaient les droits économiques et sociaux.

La récente Marche Mondiale des femmes contre la pauvreté et les violences a réuni plus de 35000 participant-e-s à Bruxelles lors de l'étape européenne, et a mobilisé de nombreux mouvements de femmes, dont nous partageons les idées.

Une rencontre internationale de femmes est prévue les 15 et 16 juin qui se propose de transformer Gênes en capitale mondiale du mouvement des droits civiques et politiques des femmes, et qui demande le respect de la démocratie, la justice sociale, et s'élève contre la loi du profit.

Le groupe "Femmes et Mondialisation" d'ATTAC est partie prenante de ce mouvement de femmes qui contestent les travaux du G8. Il sera présent à Gênes pour le grand rassemblement des 15 et 16 juin et lors du sommet des 20 et 21 juillet pour réclamer :

- l'annulation de la dette extérieure publique des pays en développement,



attac

- le versement des sommes correspondantes à un fonds de développement démocratiquement contrôlé par les populations (à travers les mouvements de femmes, les ONG, les associations, ...),

- la définition d'objectifs explicites pour ce fonds visant à atteindre l'égalité économique des femmes et l'éradication de la pauvreté, à partir d'une analyse intégrant la dimension hommes/femmes et utilisant les indicateurs du développement ventilés par sexe.

- l'instauration d'un modèle de développement socialement juste et écologiquement soutenable. En d'autres termes, nous voulons promouvoir la réalisation des droits humains et fondamentaux, l'égalité entre les hommes et les femmes, et le respect de l'environnement. L'égalité entre les hommes et les femmes est un objectif à part entière qui doit être poursuivi à travers tous les objectifs de développement et qui constitue une condition préalable à l'élimination de la pauvreté mondiale.

Groupe Femmes et Mondialisation, Attac Paris14  
Adresse [femmes.paris14@attac.org](mailto:femmes.paris14@attac.org)

Un autre rendez-vous :

Femmes et développement : les résistances à la mondialisation. Le 22 mai, rencontre-débat avec Clémentine Ouedraogo, vice-présidente d'Attac Burkina-Faso

Témoignages et échanges sur les formes de résistance à la mondialisation en Afrique, sur la place qui prennent les femmes, l'occasion demeure encore trop rare. C'est pourquoi nous profitons du rapide passage à Paris de Clémentine Ouedraogo, vice-présidente d'Attac Burkina Faso, pour vous inviter à une rencontre-débat sur le thème "Femmes et développement : les résistances à la mondialisation".

Elle aura lieu le 22 mai à 20 heures au 23, rue de la Mare, Paris XXe (locaux de Sud-Ptt). Métro Ménilmontant ou Pyrénées.

Clémentine Ouedraogo est également directrice de l'association Promofemmes développement au Burkina-Faso et membre du Comité pour l'annulation de la dette/Burkina

## Genoa – Une réunion européenne

Les 4 et 5 mai s'est tenu à Gênes une réunion européenne de préparation aux mobilisations qui auront lieu fin juillet. A partir du 15 juillet un

contre-sommet, le 20 juillet des actions pacifiques de blocage et désobéissance civile, le 21 juillet grande manifestation. Il ne s'agit que d'un très bref compte rendu.

Les points positifs.

Une très bonne représentativité : France (aarrg, AC! Nice, ATTAC, Campagne Dette (et CCFD), Groupe des 10 (+SUD-PTT), GUE (groupe du PE), FSU ; Grande Bretagne : Drop the debt (ex Jubilee 2000), Globalize Resistance ; Allemagne : la campagne dette allemande, les marches européennes Allemagne, Linksruts (cousins du SWP britannique) ; Espagne (c'était en fait des catalans) : ATTAC, Gauche Unie, MRG, RCADE (c'est la campagne dette) ; Grèce : les deux coalitions qui préparent Gênes ; Belgique : CADTM ; Jubilee Sud (une représentante d'Argentine) ; Italie : toutes les forces engagées dans le "Forum social de Gênes", des centres sociaux de diverses obédiences aux grosses associations plus modérées (Lega ambiente, ARCI, etc.)

Une mobilisation européenne qui est, de loin , la plus importante de ces dernières années : les anglais seront plus de 2000, les allemands plus de 1500, de même que les grecs, etc. C'est, pour ces pays, plus qu'Amsterdam en 1997 (marches européennes), Prague ou Nice (CES).

Un accord très large sur ce qu'il faudra faire à Gênes (ce que nous avons déjà communiqué en provenance des réseaux italiens).

Les points plus négatifs

Une inconnue de taille : l'attitude des autorités après les élections du 13 mai. Tous les réseaux italiens sont, eux aussi, en attente et personne ne sait ce qui sera autorisé sur place ! Dans ce contexte, toute une série de questions pratiques n'ont pu avancer.

Traduction de l'appel du Genoa Social Forum.

A Gênes, du 20 au 22 juillet, se réuniront les chefs d'Etats du G8, c'est à dire des 7 pays les plus industrialisés du monde (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, France, Italie, Canada) plus la Russie, pour coordonner leurs choix économiques et politiques, décidant ainsi, malgré nous, du sort du monde.

Pourquoi sommes-nous contre le G8

Parce que les décisions du G8 concernent non seulement les nations qui le composent, donc



attac

nous-mêmes, mais aussi toutes les autres grandes nations de la planète. C'est parce qu'ils sont les plus forts qu'ils peuvent imposer leurs choix. Le résultat en est le monde que nous voyons : toujours plus uniforme et gris, plein de conflits et de tristesse, avec des énormes disparités entre le Nord et le Sud, dangereusement menaçant sur le plan environnemental, sans idéal. Parce que le G8 croit en la "pensée néo-libérale" qui plait tant aux multinationales parce qu'il donne la priorité au profit et aux intérêts commerciaux sur le bien-être de tous les êtres humains. Le néo-libéralisme affirme en effet, contre toute évidence, que la croissance économique peut continuer à l'infini et apporter le bien-être à tous, que la politique et les institutions démocratiques ne doivent absolument pas faire obstacle à l'expansion du marché et du commerce, que l'air, l'eau, et les autres biens naturels ne méritent pas tant d'attention, puisque l'on pourrait, par la technologie, trouver remède à tout. Parce que le G8, dans le but de faire croître l'économie, est en train de favoriser la culture de l'image et de la consommation en dépit de valeurs plus profondes qui permettent à une société de ne pas perdre sa cohérence et son identité.

Nous devons changer de route. En tant qu'humanité, notre premier intérêt est de protéger les équilibres naturels, de sauvegarder les biens communs, de garantir la paix et l'équité. Si nous voulons éviter l'écroulement environnemental et social, nous devons changer de route, et cesser de sacrifier l'environnement et les droits humains, sociaux et politique sur l'autel des profits, du commerce et de la croissance productive. Au contraire, nous devons construire une nouvelle économie, qui coexiste avec le droit à la survie de tous, avec le maintien des équilibres naturels de la planète, avec la justice, la qualité de la vie.

Rejoins-nous, c'est dans ton intérêt! En juillet, à l'occasion de la réunion du G8, nous serons à Gênes pour rappeler à tous que la politique et l'économie ont pour but de rechercher l'intérêt de tous et non de servir les intérêts des grands groupes économiques.

Le GSF, c'est une coordination d'associations, forces politiques, centres sociaux, syndicats, individus, d'origines et de sensibilités différentes qui entendent protester contre le G8 et les politiques internationales soutenues par les pays riches.

Nous adoptons des méthodes non violentes et nous n'avons rien contre les activités économiques humaines, mais justement parce qu'elles sont "humaines", nous les voulons faites dans le respect de l'environnement et de l'homme : la logique du profit et des lois du marché ne sont pas capables tous seuls de faire fonctionner la société.

Nous croyons que d'autres valeurs comme la solidarité, la participation démocratique, la vie sociale, la beauté, la culture doivent être redécouvertes, mises en exergue, et diffusées.

### **Brèves de Russie**

TEMOIGNAGE DE TATIANA STUKAN, PRÉSIDENTE DU COMITÉ "FEMMES" DU SYNDICAT DE L'USINE DE MOTEURS DE TUTAEV (TMZ).

Messenger Syndical : Quelles sont les conditions de travail à l'usine ?

Tatiana Stukan: C'est l'horreur ! Le froid l'hiver et la chaleur l'été. Les toits fuient. Les vêtements de travail ne sont pratiquement pas fournis. Les sols sont glissants. Dans certains ateliers, ça devient très dangereux. Il y a une commission hygiène et sécurité au sein du syndicat, mais je me demande ce qu'elle fait. J'ai moi-même attiré son attention sur l'état déplorable d'un des ateliers où travaillent en majorité des femmes. Je ne suis pas sûre qu'ils ont pris la peine de s'y rendre. Les toilettes restent dans l'état où elles étaient il y a trente ans. Et la cantine est dans un état effroyable : je n'arrive pas à y rester plus de cinq minutes. Par contre, les bureaux des cadres dirigeants ont été plusieurs fois réaménagés et rénovés.

M.S : A combien se monte le salaire moyen dans l'usine aujourd'hui ?

T.S : Le salaire moyen tourne autour de 1600-1700 roubles (400-425 FF). Mais il faut compter avec les salaires démentiels des directeurs, qu'il s'agisse du directeur commercial, du directeur exécutif ou encore des chefs d'ateliers... Nous essayons d'obtenir des informations concernant le montant des salaires des dirigeants. Mais pour l'instant, sans résultat. Concernant le directeur, le chiffre de 100 000 roubles (25000 FF) circule dans l'usine. Donc, le salaire moyen n'est pas du tout ce que touche les ouvriers dans les faits...

M.S : Depuis les grandes mobilisations de 1998, y a-t-il eu d'autres actions à l'usine à TMZ?



attac

T.S : Pratiquement pas. C'est complètement retombé, surtout depuis que nous avons commencé à être payés, d'abord irrégulièrement, puis, depuis mars 2000, tous les mois. Les salaires sont bas, mais payés régulièrement. Ça aide beaucoup. Aujourd'hui il ne me reste plus un sou, mais je sais que dans quelques jours je vais recevoir mon salaire. D'ici là, je vais m'arranger pour tenir. Avant, c'était l'horreur. Nous ne savions jamais quand est-ce qu'on allait nous payer. Il arrivait que nous soyions payés une, deux ou trois fois par an. Je ne sais même pas comment on a fait pour vivre. On nous donnait des bons d'approvisionnement à l'usine, avec lesquels nous pouvions seulement acheter du pain et du lait, dans les magasins de l'usine. Le reste, c'était des produits ou des marchandises que l'usine recevait sur la base du troc. Mais c'était dans des quantités dérisoires. Ça ne suffisait pas pour survivre.

M.S : A la suite des mobilisations, vous avez réussi à mettre en place un directeur élu par les salariés, qu'en est-il des mécanismes de contrôle de la direction par le syndicat aujourd'hui ?

T.S : Il est très difficile de contrôler la direction, surtout à cause du manque d'informations. Quand les salaires n'étaient pas payés, que la production était en chute libre, nous nous sommes révoltés. Parce qu'il était évident que le directeur était en train de détruire l'usine. Mais maintenant que nous recevons régulièrement les salaires...De plus, il y a un énorme problème dans l'usine : celui du vol. Comme les ouvriers ont assisté au dépeçage de l'usine par l'ancien directeur, ils s'y sont mis à leur tour. Et ça continue aujourd'hui, des deux côtés. Mais si les ouvriers peuvent tout au plus emporter ce qui tient dans leurs poches – les sacs sont contrôlés, les dirigeants volent du matériel par camions entiers. Les salariés du service de garde nous communiquent même les numéros des camions en question. Mais qu'est-ce qu'on peut faire ? Qu'en on en parle à la direction, on se voit répondre : « nous ne sommes pas au courant. Si l'on prend quelqu'un sur le fait, il sera puni ». Seuls les ouvriers du service de garde pourraient témoigner. Mais ils ont peur, ils ne veulent pas. Ils craignent de perdre leur emploi. Dans ce service, les effectifs sont fréquemment renouvelés... Donc les gardiens laissent passer ces camions.

M.S : Est-ce qu'il y a des licenciements et quelle est la position du syndicat à ce sujet ?

T.S : Oui, malheureusement, ça commence. Dans l'atelier où je travaille, l'ordre de licenciement devrait bientôt arriver, précisant le nombre de salariés à licencier, et on devra décider nous-mêmes sur qui va tomber le couperet. C'est une claire manifestation du renforcement de la pression par la direction. Et le syndicat a donné son accord aux licenciements, lors de la dernière conférence syndicale... La nouvelle convention collective est en train d'être négociée. Je ne sais pas si ce point sera inclus. La prochaine conférence syndicale aura lieu en mai, on verra. Mais pour l'instant, il est prévu de licencier autour de 90 salariés ce trimestre. Les licenciements se font très lentement, mais ils se font. Et les gens ont peur.

M.S : Pourquoi avoir créé un comité "femmes" à l'usine Toutaev ?

T.S : Le comité "femmes" a été créé en décembre 2000, il comprend six femmes membres du comité syndical. Généralement, dans les mouvements sociaux, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. En 1998 le piquet tenait grâce aux femmes ; les hommes étaient très peu nombreux, autour de 15-20%. Cela s'explique par le fait que la plupart des problèmes concernent en premier lieu les femmes : la production, la vie domestique, le bien-être familial, la gestion matérielle du foyer. Elles doivent travailler et en même temps veiller à ce que leur famille puisse manger. Vous vous rendez compte de la souffrance de la femme dans les conditions actuelles ? Les problèmes d'argent incessants, les restrictions dans la nourriture, l'habillement. Je n'en peux plus. C'est insupportable de devoir sans arrêt refuser ceci ou cela à ses enfants. En général, le mari donne son salaire à sa femme et il considère qu'il s'est acquitté de sa tâche, peu importe s'il a apporté quelques kopeks ou une somme importante. Il s'est débarrassé du problème. C'est le cas le plus général, même s'il y a des exceptions.

M.S : Quelles sont les initiatives que prend le comité ? Quels sont les rapports avec la direction du syndicat ?

T.S : Le comité "femmes" a été créé pour traiter des problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les travailleuses et trouver les moyens de lutter contre les discriminations qui les frappent. En particulier, lorsqu'il y a des licenciements ou encore dans les cas de transfert sur un poste de travail présentant des risques pour la santé, ce sont les femmes qui





attac

sont les plus exposées. Nous allons voir les travailleuses dans les ateliers, nous leur expliquons l'intérêt de notre démarche. Les femmes réagissent très bien. Elles ont besoin d'une structure propre où elles peuvent discuter de leurs problèmes spécifiques. Nous avons fait un sondage parmi les salariés, hommes et femmes, pour recueillir leurs propositions pour la convention collective qui est en train de se négocier. Nous allons les transmettre à la direction syndicale. Mais les autres membres du comité syndical nous regardent de haut. Ils tolèrent tout juste notre existence. Ils ne font pas circuler l'information concernant la fondation de notre comité. Et quelle influence pouvons-nous avoir sur eux sans l'appui des salariés ? Or les gens dans les ateliers sont vraiment démoralisés, terrorisés par l'idée de perdre leur emploi, déçus par les résultats – somme toute – assez relatifs de la mobilisation de 1998. Ils n'ont même plus confiance en eux ! C'est horrible d'entendre, par exemple, un ouvrier qualifié vous dire qu'il n'est plus rien, qu'il ne vaut plus rien... Notre première tâche, c'est de parler avec les gens, de leur redonner une certaine dignité, de les redynamiser. C'est ce qu'on essaie de faire, en commençant par les femmes, qui tiennent un peu mieux le coup, au travers du comité "femmes".

Lire le numéro 9 dans son intégralité :

<http://attac.org/fra/inte/doc/russie8.htm>

Ce mensuel a été réalisé par des membres du groupe international d'ATTAC qui s'occupent plus particulièrement de l'Europe de l'Est et Centrale. Vous pouvez les contacter directement si vous le souhaitez : [groupe-est@attac.org](mailto:groupe-est@attac.org)

## Nouvelles de Hongrie

Nouvelles de Hongrie - premiers pas vers le lancement d' ATTAC-Hongrie 23 avril - 12mai 01

Si le débat sur la mondialisation a démarré il y a quelques mois en Hongrie, celui-ci se fait dans des termes très (trop) généraux montrant que beaucoup d'intellectuels sont largement sous-informés et/ou pris dans les pièges tendus par les gouvernements des deux dernières législatures. Celui de M. Orbán (reçu par Bush à Washington fin avril), gouvernement de droite lié à l'extrême droite d'inspiration fasciste, contrôle une partie considérable des médias, diffuse un discours anti-mondialiste traditionaliste, alors qu'en pratique il fait parfaitement le jeu des multinationales. Face à ce discours, les libéraux défendent un discours pro-mondialiste. La gauche, partagée, quoique de plus en plus consciente des enjeux politiques

à l'approche de l'échéance électorale - les élections législatives auront lieu dans un an -, est de plus en plus orientée vers une alliance, quoique cette orientation semble encore passablement hésitante. Dans le syndicat majoritaire (MSzöSZ) jusque-là fort inactif dans la défense des intérêts des travailleurs, maintenant, à la suite de la modification du code de travail décidée en mars dernier, et face au danger de se voir totalement éliminé de la scène si le gouvernement d'Orbán réussit à gagner de nouveau les élections, on constate un réveil. Pour la première fois depuis dix ans, il préconise un renouveau du mouvement syndical et une alliance entre les 6 confédérations existantes. Quant aux perspectives d'une telle alliance d'ici un an, c'est encore l'incertitude...

A propos de l'autre thème, l'intégration dans la Communauté européenne, le désarroi est encore plus flagrant : de la part du gouvernement le double discours est le même : tandis qu'il accepte tous les impératifs européens, il crée en même temps régulièrement des frictions avec les pays voisins où d'importantes communautés hongroises vivent, et il communique largement l'idée que "la Hongrie dispose d'autres espaces en dehors de la CE". Ce discours inquiète considérablement les libéraux et la gauche, qui voient la Hongrie glisser à la fois dans un processus de balkanisation et dans une "heiderisation" de la Hongrie. Cela les amène les à tenir un discours que G.M. Tamàs, philosophe très exposé dans le débat actuel, appelle, l' "euroblabla", c'est à dire une acceptation et approbation sans condition de toutes les exigences européennes.

De manière générale, il y a carence dans les débats publics. La corruption connue des cercles gouvernementaux, la limitation du pouvoir du parlement et de celui des syndicats, le contrôle de plus en plus éhonté des médias, et, n'oublions surtout pas, les conditions matérielles précaires d'un large secteur de la population, créent de la peur (exactement comme avant 1989) chez les intellectuels plutôt qu'une attitude civique courageuse et coordonnée.

Les 4 conférences que j'ai données à Pécs (sud-ouest), à Budapest, à Szeged (sud-est) et à Székesfehérvár (centre-ouest) ont été suivies avec beaucoup d'intérêt. Le public était composé essentiellement d'étudiants en économie, en politique et en sociologie dans l'ensemble peu ou pas du tout informés sur l'idée et les enjeux de la taxe Tobin et sur ATTAC. Mes conférences ainsi que le film d'ATTAC ont lancé des discussions sur les mécanismes de la



attac

mondialisation financière, sur ses effets qui entravent le fonctionnement des institutions démocratiques, sur l'Union Européenne, et sur les modalités de l'intégration de la Hongrie.

Alors qu'à Pécs, Budapest et Székesfehérvár, les conférences et les discussions n'avaient qu'un intérêt d'"éducation populaire", à Szeged j'ai rencontré un groupe d'étudiants plus actifs, qui pourraient être à l'initiative d'un premier groupe local ATTAC. Par ailleurs, j'ai rencontré l'animatrice d'un festival de film ambulante contre la mondialisation, conçu lors du forum à Prague; je lui ai confié le film "Dollar, Tobin, Nasdaq etc." afin que le festival réalise le sous-titrage en Hongrois et la mise au programme (s'il n'y a pas d'objection type copyright de la part d'ATTAC ou de l'auteur).

Contacts établis en vue de la création d'un comité scientifique d'un mouvement

Parallèlement aux conférences, j'ai eu de longs entretiens avec Gáspár Miklós TAMAS (philosophe) et Erzsébet SZALAI (économiste) et des militants du mouvement Alternative de Gauche, en vue d'une sensibilisation sur les enjeux de la création d'un mouvement ATTAC-Hongrie. L'écho était très favorable.

G. TAMAS, ex-libéral, qui a rompu avec son parti (l'Alliance des démocrates libres), est devenu une référence et un espoir pour la gauche hongroise. Connue plutôt dans les milieux universitaires, E. SZALAI, économiste indépendante de gauche, observe depuis l'écroulement du système communiste les effets des multinationales sur la société et l'économie hongroise et en fait une analyse critique. Lors de nos entretiens, aussi bien G. TAMAS que E. SZALAI étaient très intéressés par les expériences et les pratiques d'ATTAC, et partant pour la création d'un comité scientifique, avec d'autres collègues du même cadre de pensée. Nous avons avancé dans le projet d'un colloque franco-hongrois sur deux jours avec 4 économistes du comité scientifique d'ATTAC et 4 chercheurs hongrois, qui pourrait avoir lieu fin octobre prochain. Plusieurs lieux (instituts de recherche, salles de conférences etc.) ont été évoqués. (Problèmes de traduction, entre autre, à résoudre).

Quant à l'Alternative de Gauche, je me suis entretenu avec un de ses responsables, Gy. SEBESTYEN. Il a déjà entendu parler d'ATTAC et il a montré un grand intérêt pour cette démarche. Il est prêt à créer une plate-forme ATTAC avec d'autres mouvements : Conseil de

coopération de gauche, Conseil des accords sociaux, Parlement civique, Mouvement humaniste, Club d'énergie, Alliance des associations pour la protection de l'environnement. Depuis mon retour un contact prometteur a été pris également avec le Syndicat de la métallurgie et le Syndicat des travailleurs de l'éducation populaire et ceux des maisons de culture. Faire entrer ce dernier dans ATTAC aurait une importance particulière, compte tenu du fait que une grande majorité du corps enseignant du premier et deuxième degré est actuellement de droite ou d'extrême droite. M. SEBESTYEN a envisagé le calendrier suivant :

- le 11 mai réunion de l'Alternative de gauche, où il proposera une discussion et l'acceptation du projet de création du mouvement type ATTAC;

- une première rencontre entre les mouvements, groupes, syndicats intéressés par le projet, pour établir les points spécifiquement hongrois d'une plate-forme commune, pourrait avoir lieu au début de l'été ;

- après d'autres rencontres pour affiner les actions et les revendications, le lancement pourrait se faire en octobre (c'est à dire en même temps que le colloque franco-hongrois envisagé par les chercheurs).

La prise de conscience de la nécessité d'un rassemblement de la gauche, prise de conscience provoquée récemment par le déplacement du centre politique vers la droite, par les attaques du gouvernement contre les droits syndicaux et tout récemment par l'affaire Danone ( dans laquelle la mondialisation de la résistance joue une part considérable), laisse espérer le succès d'une plate-forme type ATTAC en Hongrie. Néanmoins, malgré le vif intérêt de mes interlocuteurs pour ATTAC et pour ce qu'un ATTAC hongrois pourrait apporter d'une part à la vie politique, d'autre part à leur propre dynamisme, l'aboutissement de ces projets semble rencontrer des difficultés qui pourraient avoir comme conséquence un délai plus long que ce que Gy. SEBESTYEN a envisagé lors de notre entretien voire éventuellement l'échec de ces tentatives. En voici quelques unes :

- l'échéance électorale, qui pourrait aussi bien favoriser la création d'une plate-forme ATTAC que de l'entraver ;

- l'atomisation des composantes de la gauche hongroise ;



attac

- les moyens de communication très faibles dont dispose la gauche pour résister à la propagande quasiment unanime qui traite les mouvements anti-mondialistes systématiquement et sciemment d'extrême droite;

- la léthargie, les craintes et l'épuisement (physique et morale) des intellectuels de sensibilité de gauche qui devraient relayer le mouvement.

Nouvelle de dernière heure : Alternative de gauche a pris la décision de lancer ATTAC-Hongrie en octobre-novembre prochain.

Suzanne Körösi. [groupe-est@attac.org](mailto:groupe-est@attac.org)

### **Etonnants paradis - Bataille fiscale contre les paradis exotiques**

La révélation, la semaine dernière, suivant laquelle la City de Londres avait blanchi 1,3 milliards de dollars volés au Nigeria par des amis et des proches du régime d'Abacha, aurait difficilement pu arriver à un meilleur moment pour les centres financiers offshore. Actuellement, ces derniers se trouvent embarqués dans des négociations avec l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) concernant le manque de probité de leurs systèmes financiers et le cas Abacha paraît confirmer une de ses plus amères critiques au club des riches : les pires cas d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent, loin de s'effectuer dans les Caraïbes ou dans le Sud du Pacifique, se produisent aux portes même de l'OCDE.

Le cas est particulièrement embarrassant pour la Grande Bretagne qui commande l'offensive de l'OCDE contre les paradis fiscaux, et renforce l'argument de la « double mesure » employé par les centres offshore. Mais sa valeur propagandiste ne devrait pas nous éloigner de l'urgente nécessité de réforme. La mondialisation, accélérée par Internet, a mis en évidence de sérieuses faiblesses dans le système fiscal mondial. Des individus riches ou des grandes entreprises, assistés par des avocats et des comptables, peuvent opérer depuis des pays à haute fiscalité avec des services publics de haute qualité alors qu'ils payent des impôts à des régimes de fiscalité faible ou nulle, habituellement basés dans des refuges exotiques.

Des centres financiers offshore transparents et bien gérés pourraient remplir un rôle utile en permettant aux multinationales d'éviter les

complexes réseaux de régulations et désigner les différentes autorités fiscales nationales. Le résultat est, en théorie, que plus d'argent sera réparti entre tous. Cependant, des régimes cultivant le secret, souvent corrompus, avec la mentalité de « on ne pose pas de questions » en ce qui concerne les transactions financières, constituent une menace aussi bien pour les pays développés que pour ceux qui sont en voie de développement.

La dimension du problème dans les pays en voie de développement ne devrait pas être exagérée. La participation des impôts dans le PIB est plus important qu'avant mais, au fur et à mesure que les frontières nationales s'évanouissent, la potentialité d'évasion fiscale augmente. Cependant, les pays en voie de développement sont confrontés à un problème de grande envergure, même si moins répandu. Un document publié par Oxfam, « Paradis fiscaux, libérer les milliards occultes pour éradiquer la pauvreté », donne une idée de ses dimensions.

En utilisant les chiffres de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) sur le montant des investissements reçus par les pays en voie de développement et en acceptant une taxe de retour de 20% et un taux d'imposition sur les bénéfices de 35%, Oxfam conclut que les pays en voie de développement devraient percevoir des revenus fiscaux de 85 milliards de dollars par an de la part des entreprises étrangères. En réalité ils reçoivent 50 milliards, ce qui implique qu'au total et environ 35 milliards sont perdus. A ces chiffres, qu'Oxfam estime comme « probablement une estimation extrêmement conservatrice », l'organisation considère qu'il faudra ajouter quelques autres 15 milliards d'impôts perdus sur les 700 milliards ou plus, cachés par les individus riches des pays en voie de développement dans des paradis fiscaux. La somme entre le chiffre des impôts perdus venant des multinationales et des revenus dérivés des intérêts de l'épargne dans les pays en voie de développement, pourrait dépasser les 50 milliards, ce qui est approximativement l'équivalent au total du budget mondial d'aide au développement.

« Récupérer, même si c'est seulement une partie de ces revenus, pourrait supposer une contribution significative à l'objectif internationalement accordé de réduire de moitié la pauvreté dans le monde pour 2015 », dit Oxfam.





attac

Divers centres financiers offshore, incluant les Bermudes, les Iles Caïmans, Chypre, Malte, l'île Maurice, Saint Marin, l'île de Man, les Antilles hollandaises et les Seychelles, ont promis de supprimer ces pratiques fiscales nuisibles. Mais, un groupe considérable de territoires des Caraïbes, commandés par la Barbade, a contrecarré les pressions de l'OCDE qui poussaient à la réforme, en accusant l'organisation de néocolonialisme et de menace sur ces moyens de vie. Cependant une brèche peut déjà être observée. En acceptant comme principe la nécessité de réformes, on a proposé aux centres financiers offshore de signer des lettres de compromis comportant des principes de non-discrimination, de transparence et d'échange mutuel effectif d'information, et de compléter un programme de réformes pour la fin de 2005. En échange, ils recherchent à être admis dans la réforme fiscale globale de l'OCDE, une association informelle de membres de l'organisation qui débat de la mondialisation des questions fiscales, et recherchent le retrait des menaces de sanctions de la part de l'organisation.

Si l'OCDE et les pays des Caraïbes ne peuvent atteindre un accord d'ici peu, l'organisation devra continuer à exercer des pressions avec ses projets d'imposer des sanctions, en provoquant un affrontement incommode international. Si, au contraire, les nations des Caraïbes et l'OCDE parviennent à un accord, le forum global nouvellement étendu pourrait signaler le début d'un essai visant à établir des règles communes qui permettront aux pays d'affronter l'évasion fiscale et autres activités illicites.

Mark Atkinson. Première parution Correo Informativo 86 – [informativo@attac.org](mailto:informativo@attac.org)  
Traduction Julie Duchatel, traductrice bénévole  
[coeditrad@attac.org](mailto:coeditrad@attac.org)

Etonnants Paradis est une série d'actions pour la suppression des paradis fiscaux en Europe dans le cadre de la campagne « 2001. Europe : Tobin tout de suite ! ». Une première journée aura lieu le 9 juin en Andorre et à Jersey. Pour plus d'informations : <http://attac.org/jersey2001>

### **Urgence Afrique – Appel à solidarité**

PLANET AFRICA est en difficulté. L'association qui porte depuis 1996 les activités internationales d'Act Up Paris, en réseau avec les groupes africains de personnes atteintes par le VIH, risque d'arrêter son activité et de fermer ses portes.

Créée en 1996 par Act Up-Paris et le RAP+ (Réseau Africain des Personnes Séropositives), cette structure a permis de mettre en réseau via Internet et le courrier électronique des associations de malades (au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Togo, Bénin, Sénégal, Burundi, Cote d'Ivoire, etc.) et de regrouper nos forces pour favoriser l'accès aux traitements et aux soins pour toutes les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les pays du sud.

Aujourd'hui, les grands Laboratoires Pharmaceutiques commencent à perdre du terrain dans leur obstination à empêcher les pays du sud d'utiliser les copies génériques de leurs médicaments. Mais malgré quelques victoires, rien n'est gagné, et 34 millions de malades du sida attendent toujours ces traitements essentiels à leur survie. La mobilisation et les pressions ne doivent pas se relâcher.

Pour que nous puissions poursuivre cette lutte pour l'accès aux médicaments contre le sida en Afrique et plus largement dans les pays du sud.

Pour que persistent nos pressions sur les institutions internationales et les pays occidentaux.

Pour que nos missions en Afrique se multiplient et permettent de faire respecter le droit des malades africains dans les programmes d'accès aux soins ou de recherche clinique.

Pour que nos échanges avec les groupes d'activistes africains favorisent toujours un échange d'information maximale sur le droit des malades et sur les médicaments, et donc une mobilisation efficace parce qu'avertie.

Pour que la vivacité de ce réseau Nord/Sud continue de faire entendre les revendications des associations de lutte contre le sida à travers le monde et dans les pays les plus démunis.

Nous avons besoin de votre soutien d'URGENCE.

Envoyer vos dons à Planet Africa - 45 rue Sedaine 75011 Paris Un reçu fiscal vous sera envoyé sur demande. Merci

Je verse à l'association Planet Africa la somme de : 100F 500F 1000F Autre:  
Nom, prénom, adresse postale et électronique:  
Par chèque à l'ordre de Planet Africa



attac

Pour tous renseignements supplémentaires  
Sylvain Coudret 01 49 29 44 75

cedex 11 Tel: 01 49 29 44 75. Mobile: 06 88 77  
42 46. Fax : 01 48 06 16 74 email:  
[planetafrica@asso.globenet.org](mailto:planetafrica@asso.globenet.org)

Sylvain Coudret. Planet Africa. Commission  
Nord/Sud. Act Up-Paris. BP287. 75525 Paris

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi : BE : BRUXELLES – FR : CANNES – CAEN – METZ – PARIS 15 – PARIS 11 – CHALONS EN CHAMPAGNE – ST NAZAIRE

Mercredi : BE : BRUXELLES – ES : MALAGA – FR : UNIVERSITE TOLBIAC – AIX EN PROVENCE – CANNES – CRETEIL – CAEN – PARIS 11 – PAU - NANTES

Jeudi : BE : BRUXELLES – FR : THONON – CANNES – ROUEN – CHAUMONT – PARIS 13 – PARIS 20 - MENDE

Vendredi : BE : BRUXELLES – LIEGE – ES : MADRID – FR : MONTREUIL – CANNES – AVIGNON – RAMBOUILLET – LILLE – LAVAL – SAINT HERBLAIN